

# 2019

## RAPPORT D'ACTIVITÉ



©Jean-Robert Dantou



L'année 2019 fut riche en événements et faits marquants. La croissance de nos Scop et Scic existantes d'une part, et nos créations (ex nihilo, transmissions, transformations d'associations, reprises à la barre) d'autre part, se poursuivent. Depuis le lancement de notre Cap 70 000 emplois coopératifs il y a 3 ans, nous en sommes à une progression de 18 %. La campagne publicitaire sur la transmission d'entreprise aux salariés sur *France Info* en fin d'année va contribuer à aller encore plus loin !

Nous avons aussi, grâce à l'effort de toutes et tous, rapproché les deux réseaux de CAE pour aboutir à une seule fédération, au sein de la Confédération, qui sera effective en mai 2020. Notre Mouvement accompagne cette structuration car nous croyons au développement des CAE, alternative à l'autoentrepreneuriat et lien social entre les entrepreneurs salariés.

Comme annoncé dans le programme de la mandature, obtenir le soutien de l'Europe était un objectif important afin de disposer de davantage de moyens financiers pour assurer notre développement. Une première étape a été franchie grâce au Fonds européen d'investissement qui a accepté de garantir Socoden à hauteur de 80 %. Cette première avancée va nous aider dans notre plan de développement et nous espérons également gagner plusieurs appels à projets. Enfin, pour faciliter le lancement de CoopVenture (fonds d'investissement pour la création de start-up numériques), et apporter des solutions pour les prêts personnels, nous allons proposer au FEI d'investir dans nos outils financiers.

## SOMMAIRE

CHIFFRES-CLÉS  
TEMPS FORTS



P.5

DÉVELOPPER

P.10



ACCOMPAGNER

P.16

Recherchant de nouvelles filières, nous avons signé avec le ministère des Sports une convention pour promouvoir le statut Scic auprès des associations sportives.

Nous avons créé au sein du Mouvement un poste dédié à la vie coopérative afin de renforcer nos liens avec nos adhérents. Ces derniers ont été mis à l'honneur grâce aux « Coups de cœur des initiatives inspirantes ». Quatre Scop et Scic ont été récompensées dans les domaines suivants : le bien-être au travail, la croissance, la vie coopérative et la transition écologique, par un jury composé d'élus, d'acteurs du Mouvement, de partenaires et de journalistes.

Chaque lauréat a reçu une aide de 10 000 euros lui permettant ainsi de continuer à investir dans ses projets. Ce fut de l'avis de tous un moment très fort de notre Convention nationale de juillet, lors de laquelle nous avons découvert des Scop et Scic extraordinaires !

L'année 2020 sera, j'en suis sûr, aussi encourageante, trépidante et favorable au développement de notre Mouvement. Nous devrons également concevoir tous ensemble le projet politique qui façonnera la ligne directrice de la prochaine mandature car nos Congrès régionaux et notre Congrès national arrivent à grands pas !



Jacques Landriot,  
*Président de la Confédération générale des Scop*

MUTUALISER

P.22

PROMOUVOIR

P.32

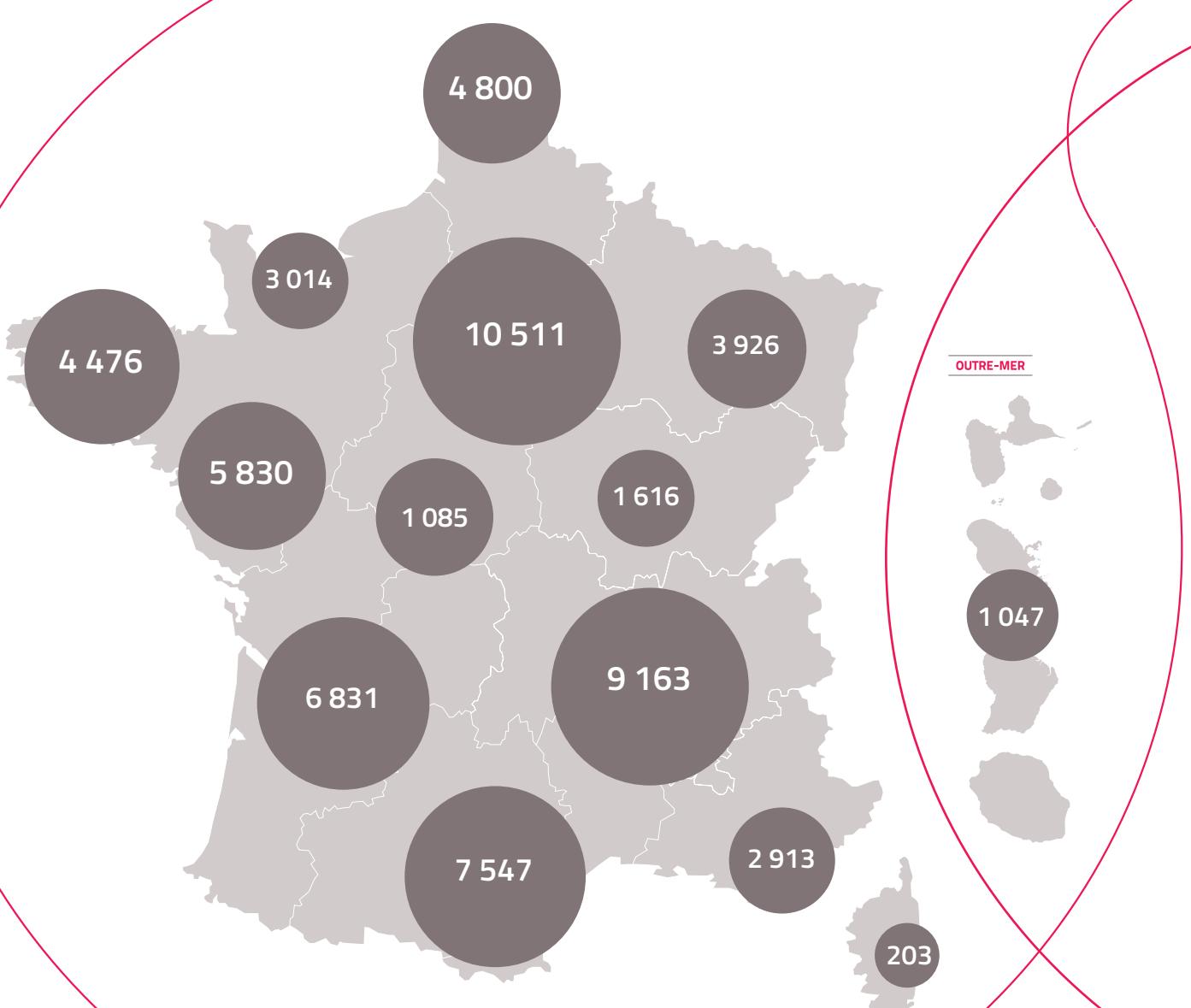
INSTANCES  
POLITIQUES

P.36



# CHIFFRES CLÉS

Nombre d'emplois coopératifs  
par région en 2019





**3 439**

**63 000**

— Sociétés coopératives — emplois —

Scop 2 391 (Sociétés coopératives et participatives)	Scic 974 (Sociétés coopératives d'intérêt collectif)	Coop Loi 47 74	53 700 dans les Scop	8 900 dans les Scic	400 dans les Coop Loi 47
--	--	-------------------	-------------------------	------------------------	-----------------------------

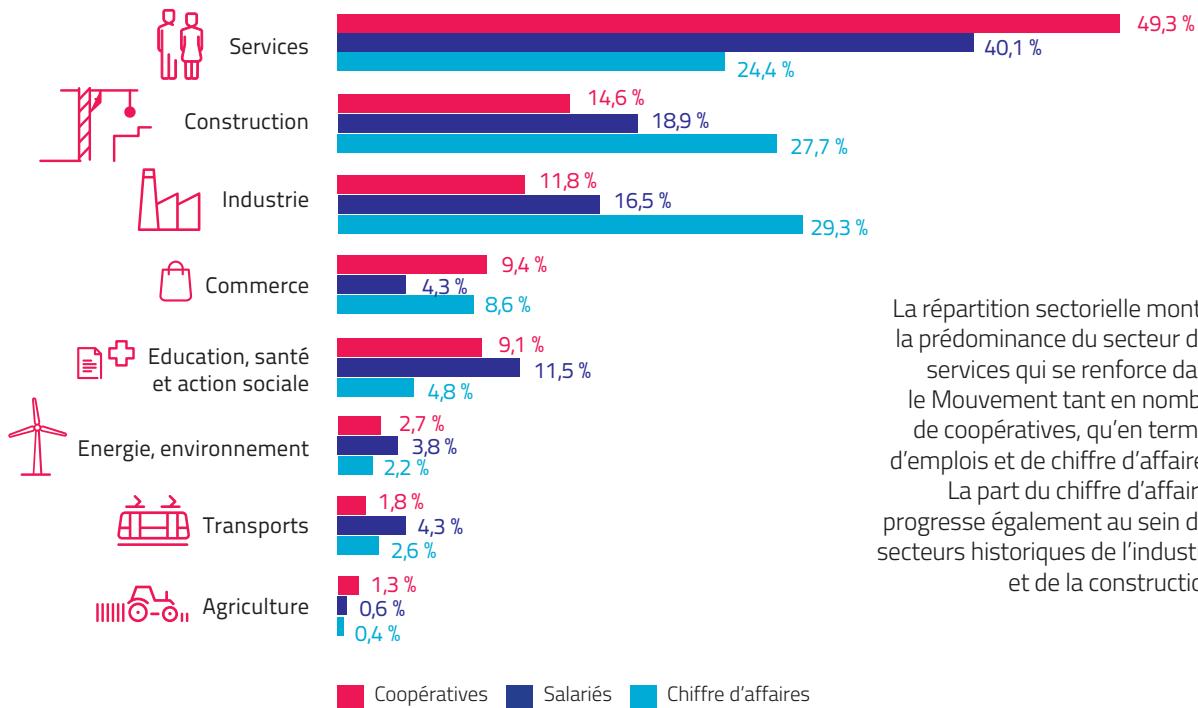
Fin 2019, le Mouvement des Sociétés coopératives dénombre **3 439** coopératives actives sur tout le territoire et **63 000** emplois coopératifs, en hausse de 4,1 % sur un an. Depuis le début de la mandature fin 2016, les effectifs ont crû de 18 %. Le chiffre d'affaires agrégé des Sociétés coopératives s'élève à 5,6 milliards d'euros, en progression de 3 % sur un an.

En 2019, la dynamique de création d'emplois au sein du Mouvement se poursuit avec un solde net de + 2 500 emplois en un an. La croissance endogène des emplois, à savoir la variation des emplois au sein des coopératives existantes antérieurement à 2019 reste soutenue avec une croissance de 2 360 emplois. Par ailleurs, les coopératives nouvellement créées en 2019 ont engendré 1 125 emplois supplémentaires. Dans le même temps, les effectifs perdus en raison des disparitions de coopératives sont en recul par rapport à l'an passé (- 985 emplois).

Les créations ex nihilo sont toujours majoritaires parmi les Sociétés coopératives actives à fin 2019 : 65 % des coopératives et 56 % des emplois. En outre, les transmissions d'entreprises saines en coopératives et les transformations d'associations en coopératives représentent 13 % des coopératives du Mouvement respectivement.

## CHIFFRES CLÉS

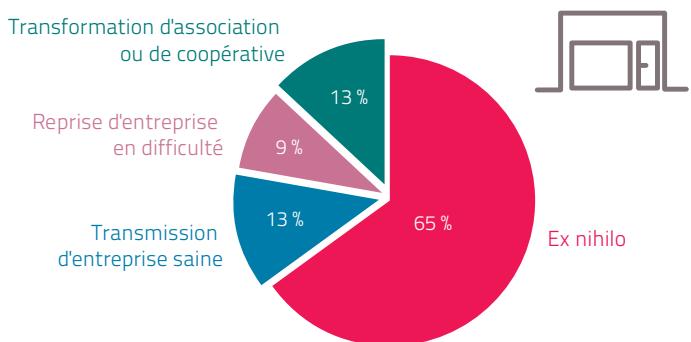
### ⊕ Répartition sectorielle par coopératives, emplois, et chiffres d'affaires (%), fin 2019



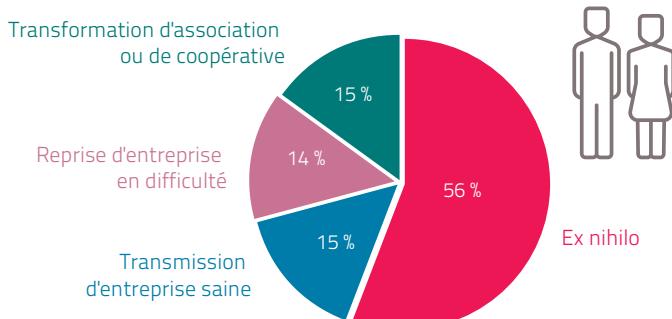
La répartition sectorielle montre la prédominance du secteur des services qui se renforce dans le Mouvement tant en nombre de coopératives, qu'en termes d'emplois et de chiffre d'affaires.

La part du chiffre d'affaires progresse également au sein des secteurs historiques de l'industrie et de la construction.

### ⊕ Sociétés coopératives par origine de création, sur l'ensemble à fin 2019



### ⊕ Effectifs par origine de création, sur l'ensemble à fin 2019



**Méthodologie :**  
Ce bilan chiffré concerne l'ensemble des Scop et des Scic en France, adhérentes ou non à la Confédération générale des Scop. Les éléments démographiques, économiques et financiers relatifs aux coopératives du périmètre sont arrêtés au 31 décembre 2019, un retraitement des données manquantes ayant été réalisé en dernière année connue. Dans ce document, le Service des études confédéral a réactualisé les statistiques des années précédentes pour tenir compte des données désormais disponibles ; aussi, les résultats au titre des bilans antérieurs peuvent varier.

# TEMPS FORTS



**22 JANVIER**

Jacques Landriot  
élu 1<sup>er</sup> vice-  
président  
du CESE



**AVRIL**

Enquête sur l'impact  
social auprès  
des coopératives  
adhérentes



**MAI**

Création d'un fonds  
d'ingénierie et d'un  
dispositif de mentorat pour  
accompagner la croissance  
des Scop & Scic



**21 MAI**

Fusion de Sofiscop  
et Sofiscop Sud Est



**JUIN**

Diffusion du rapport  
« Innovations  
managériales, pratiques  
coopératives et QVT »  
(projet Fact)

**fact**  
Réseau Anact  
Fonds pour l'Amélioration  
des Conditions de Travail



**2 JUILLET**

Signature d'une  
convention de  
partenariat avec  
le ministère des  
Sports

**3 JUILLET**

Rassemblement  
des CAE

**4-5 JUILLET**

1<sup>ère</sup> édition des Coups  
de cœur des initiatives  
inspirantes dans le  
cadre de la Convention  
nationale

**COUPS DE COEUR  
DES INITIATIVES  
INSPIRANTES 2019**

# Scop

TEMPS FORTS





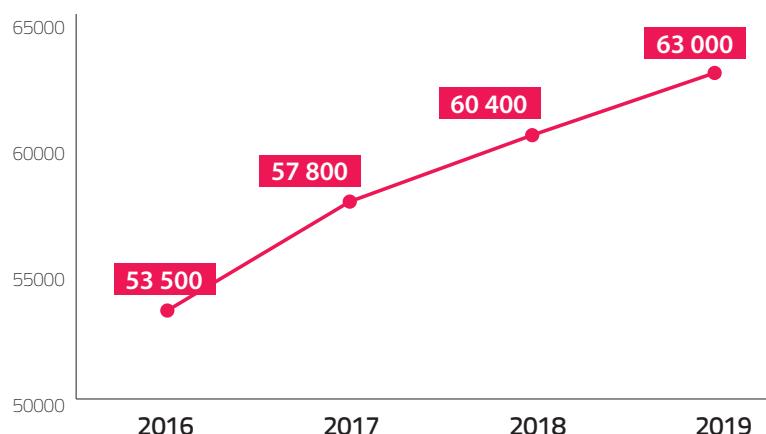
DÉVELOPPER

# PLAN DE DÉVELOPPEMENT

## ● Avancement du nombre d'emplois à fin 2019

Le Mouvement Scop poursuit son important plan de développement. Encore une année jusqu'au Congrès de 2021 pour accélérer la croissance des emplois coopératifs !

### ⊕ Effectifs des Sociétés coopératives



Depuis le 31 décembre 2016, les effectifs des Sociétés coopératives ont **augmenté de 18 %**.



« Croissance »  
Mangez Bio Isère



La Scic Mangez Bio Isère connaît une croissance de plus de 20 % tous les ans depuis 2015. C'est à cette date que l'association locale de producteurs bio a choisi de changer d'échelle en se transformant en Scic. Elle a trouvé de nouveaux débouchés dans la restauration collective et créé de nouvelles filières bio, tout en apportant aux habitants une alimentation de qualité. L'entreprise est passée de 4 salariés au départ à 16 aujourd'hui. Les effets de la croissance ne s'arrêtent pas à la coopérative elle-même puisque sa politique vertueuse et maîtrisée participe aussi au développement économique d'autres acteurs. Outre les producteurs, l'activité de Mangez Bio Isère a permis la préservation d'une légumerie et d'une laiterie. La Scic contribue à la consolidation de plus de 50 emplois indirects.



### ● Europe

Depuis le 21 septembre 2019, le FEI (Fonds européen d'investissement) garantit les prêts de Socoden-FEC, la holding financière de la CG Scop, sur les 5 années à venir.

Les prévisions sont basées sur un volume de prêts de 25 millions d'euros au maximum afin de soutenir les prêts de moins de 500 000 euros octroyés aux sociétés coopératives.

Cette initiative est issue du plan Juncker de la Commission européenne via le programme EaSI (emploi et innovation sociale) qui est un instrument financier destiné à promouvoir des emplois durables et de qualité, à garantir une protection sociale adéquate et correcte, à lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté et à améliorer les conditions de travail dans toute l'Europe. Grâce à ce soutien, Socoden sécurise son modèle économique et peut baisser le taux de ses prêts qui ont représenté 4 millions d'euros en 2019 et selon les prévisions, 6,5 millions d'euros en 2023.



Nous sommes fiers de signer cette première opération financière avec Socoden-FEC. Pour le groupe BEI, la banque de l'Union européenne, le développement du secteur coopératif est une question capitale, susceptible d'avoir une incidence positive concrète sur les citoyens grâce à un appui dans tous les champs de l'entrepreneuriat, particulièrement dans la sphère sociale. »

Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement



La garantie EaSI va nous permettre de mieux gérer la croissance de notre activité. En effet, elle sécurise notre modèle économique, nous donne la possibilité de fournir de meilleures conditions de prêts aux sociétés coopératives et contribue ainsi à la prospérité de ces dernières. »



Georges Mandica, président du directoire de Socoden-FEC



Une délégation composée de 12 membres, en partenariat avec le think tank « Pour la solidarité », est allée à la rencontre les 5 et 6 novembre des institutions européennes à Bruxelles. Cela a permis aux élus de se familiariser avec ces institutions et de mieux faire connaître le Mouvement.



DÉVELOPPER

# INNOVATION

## ● Filières innovantes et prospective

### Plateformes coopératives

Le 11 octobre 2019, la CG Scop a participé au premier Forum des plateformes coopératives à la Bourse du travail à Paris. Mettant en avant des plateformes coopératives au service des citoyens et des territoires, cet événement a été l'occasion de caractériser l'urgence face à l'ubérisation à outrance. Les ateliers y ont montré le dynamisme des plateformes coopératives dans le domaine des circuits courts, du tourisme, de l'habitat et de la mobilité. Une déclaration a été adoptée à l'issue de ce forum pointant la nécessité d'une politique de soutien aux plateformes coopératives numériques.

La CG Scop a été par ailleurs auditionnée sur le modèle des CAE par le Sénat le 17 décembre dans le cadre de la proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques.

### Agriculture

De premières réflexions ont eu lieu à la CG Scop en 2019 au regard du développement de sociétés coopératives dans le milieu agricole. En novembre, un groupe de réflexion mené par la Confédération paysanne a rassemblé plusieurs parties prenantes dont des Scop et des Scic actives dans ce domaine.



### Sport

La CG Scop a signé le 2 juillet 2019 une convention de partenariat avec le ministère des Sports pour promouvoir le statut de Scic auprès des associations sportives. Par ailleurs à l'été 2019, un travail commun s'est mis en place entre la CG Scop, des membres du Comité organisationnel des JO 2024 et le groupe BPCE pour développer l'accès aux marchés des JO 2024 auprès des TPE-PME et notamment des entreprises de l'ESS. Les unions régionales ont été informées fin août qu'elles seront associées à un Tour des régions visant à informer et à mobiliser les entreprises et les acteurs-ressources locaux sur les opportunités significatives que représente cet événement.

## ● Recherche-action

Le projet de recherche-action sur le processus coopératif s'est poursuivi en 2019 dans le cadre du programme national « Mobilisation collective pour le développement rural » (MCDR) piloté par l'Institut des territoires, afin de contribuer au développement rural par la coopération. En 2019, plusieurs sociétés coopératives ont pu participer à ce projet à l'occasion de deux itinérances organisées en région Aura et dans l'Ouest de la France.

Un nouveau partenariat de recherche a été noué en 2019 entre la CG Scop, l'Université de Paris Nanterre et le CNRS. Le projet de recherche porte sur l'analyse de la performance et la survie des Scop dans le cadre des travaux menés par le laboratoire EconomiX.

### ● Incubateurs et accélérateurs d'innovation sociale

**Alter'Incub, réseau d'incubateurs d'innovation sociale,** accompagne des porteurs de projet dès le stade de l'idée jusqu'à la création de leur entreprise socialement innovante. Implanté en Occitanie, Auvergne-Rhône-Alpes, Poitou-Charentes et Centre-Val de Loire, il est porté par les Unions régionales des Scop correspondantes. Catalis, incubateur d'innovation sociale de l'UR Scop Occitanie Pôle Pyrénées, fait également partie du réseau. Par l'implication des territoires, des filières ou de la recherche en sciences humaines et sociales, Alter'Incub vise le développement de nouvelles filières d'activités, basées sur la coopération et la synergie de compétences multiples.

Depuis 2007, pour l'ensemble du réseau (dont Catalis) :

**470 projets accompagnés  
187 entreprises créées**

En 2019 (Aura, Pyrénées, Méditerranée, Centre-Val de Loire) :

**150 projets accompagnés sur l'ensemble du réseau des Alter'Incub (dont Catalis)  
37 entreprises créées**



Photo de groupe de l'ensemble des promotions d'Alter'Venture

**Alter'Venture**, à l'initiative de l'Union régionale des Scop Occitanie Pôle Méditerranée, vise à sécuriser au maximum les trajectoires de croissance des entreprises de l'ESS accompagnées en préservant l'équilibre entre le bénéfice économique et social. Aujourd'hui, l'accélérateur est en cours de duplication dans plusieurs régions dont Ouest-Bretagne depuis novembre. Les régions Aura et Paca suivent.

Depuis son lancement en 2017,  
**24 entreprises ont été accompagnées**

En 2019, **12 entreprises accompagnées** :  
4 à Montpellier  
4 à Toulouse  
4 dans l'Ouest



**« Transition écologique »  
pour le projet « La Parisette » d'Ecosec**



Préserver l'eau de la planète par tous les moyens, c'est l'objectif de la jeune Scop montPELLIÉRAINE Ecosec. Elle est née en 2014 avec l'aide d'Alter'Incub et du pôle Realis et a commencé à développer des produits pour changer les mentalités. Le premier de ces outils originaux, c'est l'implantation de toilettes sèches en milieu urbain et le recyclage des eaux usées dans l'agriculture bio.



DÉVELOPPER

# COOPÉRATIVES D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI

## ● 20 mai 2019

### Rencontre inter-commissions

Entre janvier et avril 2019, trois commissions se sont réunies avec des représentants de CAE volontaires. Leur mission était de formuler au comité de pilotage du projet de fédération CAE, qui réunit des représentants des partenaires CG Scop, Coopérer pour Entreprendre et Copéa, des propositions de scénarios autour de trois enjeux phares pour la structuration de la fédération : sa gouvernance, son modèle économique et ses relations avec les organisations du Mouvement et réseaux. L'avancée de ces travaux a pu être évoquée le 20 mai.

## ● 3 juillet 2019

### Rassemblement de toutes les CAE

60 CAE et leurs partenaires ont soutenu à cette occasion un texte fédérateur intitulé : « l'élan pour la création de la fédération des CAE ». A partir des travaux conduits depuis les Etats généraux de septembre 2018, ils ont contribué à bonifier les contours de la fédération en devenir : son projet politique, l'organisation de sa gouvernance, ses services et sa future animation autour de ses quatre missions socles : la représentation et le plaidoyer, l'appui juridique, la communication et l'observatoire.



**140 CAE en France pour plus de 11 000 entrepreneurs accompagnés et un chiffre d'affaires cumulé de plus de 200 millions d'euros**

**30 représentants de CAE ont participé à l'élaboration de scénarios de gouvernance, modèle économique et d'intégration au Mouvement**

**100 participants au Rassemblement des CAE du 3 juillet 2019 pour découvrir et bonifier ces propositions**

**4 missions socles de la fédération en préfiguration dès fin 2019**



Coop Action, Coopérative d'activité et d'emploi spécialisée dans le bâtiment

## ● Octobre 2019

### Préfiguration des missions de la fédération

Afin de concrétiser la création de la fédération le 14 mai 2020, les CAE ont été invitées à participer à la préfiguration des missions socles dans le cadre de quatre groupes de travail. Les premières réunions se sont tenues au dernier trimestre 2019 autour de chantiers stratégiques pour la fédération :

- Représentation et plaidoyer - Vers une méthodologie de construction d'un livre blanc et d'intervention en plaidoyer
- Juridique - Vers un cadre consolidé, outillé et argumenté de mobilisation du Contrat d'entrepreneur salarié associé en CAE
- Communication - Vers la construction de la stratégie et des leviers de communication pour les CAE et l'entrepreneuriat salarié
- Observatoire - Pour mieux compter et décrire, pour questionner les modèles socio-économiques des CAE

Ces travaux se poursuivront au premier trimestre 2020 afin de formuler des propositions de cadrage et perspectives lors de l'AG constitutive.

La première édition d'une enquête sur les données économiques et sociales de l'ensemble des CAE a été diffusée au second semestre pour se doter d'une vision de l'activité des CAE.



**Rassemblement des CAE  
du 3 juillet**

*Ensemble nous serons plus forts et nous irons plus loin...  
Faisons-nous confiance*

*Veiller à intégrer les entrepreneurs salariés dans la gouvernance*

*Nous ne partons pas d'une page blanche, appuyons-nous sur les réseaux et autres (ressources, outils, ...)*

*Gardons de la créativité et de l'horizontalité dans notre fédération*

*Décliner la fédération à l'échelle régionale pour favoriser les coopérations inter-CAE*

*Mettre en place des expérimentations sur la manière de gérer les budgets et cotisations dès que possible pour innover sur ce sujet au lancement de la fédération*

*Utiliser et capitaliser sur les ressources internes des CAE, notamment les compétences et expertises de nos coopératives*



ACCOMPAGNER

# JURIDIQUE



## SVP

Affaires publiques

Secrétariat de la Commission d'arbitrage des Scop

Appui à la révision coopérative

Animation de formations en droit coopératif pour les coopératives adhérentes mais également pour les permanents du Mouvement

Veille juridique et rédaction de la partie juridique du *Scop Info* et du *Scop Expert*

Rédaction et mise à jour des guides juridiques Scop et Scic

Soutien aux services de la Confédération



Formation sur le droit coopératif

## ● SVP juridique

**1 600**

questions traitées par l'équipe de juristes dans un délai d'un jour et demi



**● 200**

questions spécifiques (hors droit coopératif) posées à l'Association pour la documentation et l'assistance des entreprises (Adase)



**leScop**  
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

n°21 > 18 décembre 2019

**Sommaire**

Droit des affaires

- Le droit des affaires, licenciement, pour l'ouverture aux fonctions de gestion de chef d'entreprise artisanale ou commerciale : le stage de préparation à l'installation.
- Loyauté et cohérence, le rôle de l'administrateur d'une société mère en une société filiale.
- Besoins sociaux
- A l'occasion sur la protection de la maternité en droit social et sur la notion de « mesures préparatoires au licenciement ».
- La loi Pacte a été publiée le 12 décembre 2019 à 1 422 € par mois pour 2020
- Calendrier fiscal et social - Mois de janvier

**ACTUALITÉ JURIDIQUE**

**DROIT DES AFFAIRES**

30 heures de formation, facultatives, pour s'initier aux fonctions de gestion de chef d'entreprise artisanale ou commerciale : le stage de préparation à l'installation.

L'article 4 de la loi Pacte a, pour faciliter la création d'entreprise, modifié le stage de formation organisé par les Chambres de commerce et d'industrie à destination des futurs chefs d'entreprises demandant pour la première fois leur immatriculation.

Le décret n°2019-1272 en date du 2 décembre 2019 vient ajouter et préciser les nouvelles modalités de ce stage.

Tout d'abord, l'obligation de suivre le stage a été supprimée.

Cependant, les CCI sont toujours dans l'obligation de proposer ladite formation aux futurs chefs d'entreprises.

La formation sera de 30 heures. Elle est organisée au moins une fois par trimestre directement ou son contrôle par la CCI. Elle peut se tenir distance.

Les futurs chefs d'entreprises seront initiés aux modèles économiques et la responsabilité sociale des entreprises.

Une attestation de stage est délivrée en fin de session et sont enregistrées au répertoire spécifique établi par France compétence.

S'agissant du financement, il est prévu qu'une contribution puisse être demandée au chef d'entreprise. Le stage de préparation à l'installation peut être financé par un organisme de financement de la formation professionnelle continue des salariés ou des demandeurs d'emploi ou par la contribution à la formation demandée aux travailleurs non-salariés.

> Décret n°2019-1272 en date du 2 décembre 2019

Loyauté et cohérence, le rôle de l'administrateur d'une société mère et d'une société filiale.

Commengons par citer l'arrêté du 22 mai 2019, celui-ci ayant le mérite de la clarté :

« Attendu que si l'administrateur d'une société exerce en principe librement son droit de vote, dans l'intérêt de la société, le devoir de loyauté auquel l'administrateur d'une société-mère est tenu à l'égard de celle-ci l'oblige, lorsqu'une décision est votée par le conseil d'administration de cette dernière, à voter dans le même sens au sein du conseil d'administration de la filiale, sauf lorsque son vote est contrarie à l'intérêt social de cette filiale »

Les Scop info > n°21 > 18 décembre 2019

## ● Plaidoyer

La CG Scop a encore été très active en 2019 en matière de plaidoyer. Elle s'est largement mobilisée dans le cadre de la loi Pacte visant à assurer le bénéfice des diverses avancées de cette loi par les coopératives (notamment la suppression du forfait social), ainsi qu'en protégeant leurs intérêts en maintenant la possibilité pour les Scop de placer la participation en compte courant bloqué.

Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF 2020) et du projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), la CG Scop s'est mobilisée pour sensibiliser à l'importance d'adapter la législation afin de favoriser la transmission aux salariés. Elle a ainsi travaillé à des propositions législatives auprès des conseillers fiscaux des cabinets de MM. Le Maire et Darmanin, puis soutenu des propositions auprès de M<sup>e</sup> Sarah El Haïry, députée et co-présidente du groupe ESS de l'Assemblée nationale, de M. Sylvain Waserman, vice-président de l'Assemblée nationale, et enfin auprès de Marc Daunis, sénateur.

Même si les propositions n'ont pas abouti en 2019, elles ont été très fortement relayées par les partenaires de la CG Scop, via Coop FR et l'Udes, et ont suscité de l'intérêt par les solutions qu'elles peuvent apporter sur le sujet de la transmission. La CG Scop a également régulièrement rencontré le Haut-commissaire à l'Economie sociale et

## ● Nouvelle expertise

Pour renforcer l'équipe juridique, passant de 2 à 3 membres, Louis Laporte a rejoint les effectifs en apportant, en sus de ses compétences en droit des sociétés, son expertise dans le droit des procédures collectives.

## Commission d'arbitrage

Résolution des différends avant jugement dans 60 % des cas (soit par conciliation, soit parce que les parties se sont entendues avant même la conciliation).

La procédure dure en moyenne 4 mois (avec en 2019 un minimum de 1 mois et un maximum de 11 mois)



**12 dossiers en cours**  
+  
**8 nouveaux dossiers en 2019**

solidaire et à l'Innovation sociale, Christophe Itier, ainsi que ses équipes. La CG Scop reprendra ses propositions dès le premier semestre 2020 pour une intégration au PLF 2021.

Le Service juridique a sensibilisé l'Autorité des marchés financiers sur la possibilité pour les sociétés coopératives constituées sous la forme de SA de réaliser des offres au public de leurs parts sociales (possibilité ouverte par la loi Pacte). Les équipes ont rencontré le ministère de la Justice, la Direction générale du travail, ainsi que la Direction générale du Trésor pour les sensibiliser au statut coopératif et clarifier nombre de points récurrents concernant les coopératives ou les interrogations sur des questions juridiques.

Le Service juridique a procédé à la révision des modèles de statuts coopératifs SA et SARL en prenant en compte les dernières évolutions du droit après la loi Pacte et la loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés. Après publication de la loi Pacte, le service a également procédé au décryptage du contenu dans la newsletter *Scop Info*.



ACCOMPAGNER

# OUTILS FINANCIERS

**Pour l'exercice 2019, l'engagement des outils financiers du Mouvement est de 8,98 M€.**  
**Les encours des 3 outils financiers sont :**



**360 prêts**  
de 3 K€ à 600 K€  
pour un total  
**de 12,4 M€**

**640 garanties**  
qui ont permis de souscrire  
**48 M€** de prêts auprès  
du Crédit Coopératif et ses filiales

**80 interventions**  
en titres  
participatifs  
pour **8 M€**

## ● Garantie de Socoden par le Fonds européen d'investissement



Depuis de nombreuses années, le modèle économique de Socoden est difficile à équilibrer. En effet, il est principalement utilisé sur les dossiers à risque,

ce qui entraîne des taux d'intérêt plus élevés que ceux des banques. Socoden n'est ainsi pas compétitif sur les dossiers sans risque.

Mais depuis septembre 2019, le FEI (Fonds européen d'investissement), outil de financement de la Commission européenne, garantit les prêts de Socoden en utilisant la contribution EaSI (Employment and Social Innovation - Programme pour l'emploi et l'innovation sociale).

Ce programme permet de garantir les prêts de Socoden à 80 %, avec un coût de garantie nul.

Cette garantie s'adresse à toutes les coopératives ayant un chiffre d'affaires inférieur à 30 M€ pour des prêts de moins de 500 K€.

La mise en place de cette garantie renforce la structure financière du fonds de prêts du Mouvement Scop, en conséquence le taux des prêts a été réduit de 1 point :

- Le taux de 2,6 % passe à 1,6 %
- Le taux de 4,6 % passe à 3,6 %

La mise en place de cette garantie améliore donc l'attractivité et l'efficacité des financements de Socoden.

## ● Fusion des 2 sociétés de garantie

Le Mouvement Scop, toujours soucieux d'apporter le meilleur service à ses adhérents, a fait le choix de fusionner ses deux outils Sofiscop et Sofiscop Sud Est, donnant ainsi naissance le 21 mai 2019 à un outil national de garantie unique, avec une offre uniforme et accessible à tous les adhérents : Sofiscop.



### Les objectifs ?

- Simplifier l'organisation des outils financiers
- Réaliser des économies significatives et faire face à une complexité croissante de la réglementation financière
- Répondre aux attentes du porteur financier, le Crédit Coopératif
- Gagner en lisibilité vis-à-vis des adhérents du Mouvement et autorités de marché : un seul établissement pour l'ensemble du territoire proposant le même service de garantie à tous les adhérents
- Ouvrir l'accès à cet outil aux adhérents Scic

L'implantation de ce nouvel outil est nationale avec un siège à Paris et des établissements à Marseille et Lyon pour les contre-garanties des régions Auvergne-Rhône-Alpes et Paca Corse.

Sa gouvernance se situe dans le parfait prolongement de l'existant, sécurisé par :

- Un dirigeant effectif par établissement
- Un Directoire composé de 5 membres
- Un Conseil de surveillance composé entre autres des UR, de Socoden, du Crédit Coopératif.

Le fonctionnement opérationnel de ce nouvel outil ne change pas, les CEFR conservant leurs pouvoirs de décisions d'octroi des garanties, dans une fourchette comprise entre 25 et 50 %. Pour les bénéficiaires des garanties, les conditions sont inchangées.



## ● Mise en place d'un fonds d'ingénierie et d'un dispositif de mentorat

### Fonds d'ingénierie

Dans le cadre des orientations d'appui à la croissance des Scop et Scic du Mouvement, ce fonds doit permettre d'accompagner une société coopérative porteuse d'un projet de croissance et faire appel à un prestataire pour l'accompagner ou la conseiller dans cette opération.

Pour cela, la coopérative doit employer plus de 5 salariés, être à jour de ses cotisations, être en

situation saine et dégager un chiffre d'affaires minimal de 400 K€.

Le dispositif ouvre droit à une prise en charge de 80 % du coût de la journée du consultant, plafonnée à 4 000 € pour la totalité de l'intervention, soit une prise en charge maximale de 3 200 €.

En 2019, 9 coopératives ont fait appel à ce fonds et la CG Scop pour un montant total de prestations de 52 295 €.

### Dispositif de mentorat

Le dispositif de mentorat s'adresse aux coopératives porteuses d'un projet de croissance. Il finance l'accompagnement d'un prestataire (ou d'un dirigeant d'entreprise) auprès d'un dirigeant ou d'une équipe dirigeante dans son plan de croissance.

En 2019, une coopérative a fait appel à ce fonds et la CG Scop pour un montant total de prestations de 9 900 €.



Nous avions besoin d'être accompagnés pour notre démarche de croissance externe. Nous avons pu bénéficier du fonds d'ingénierie de la CG Scop, avec le cabinet MEDIATOR (spécialiste dans le rachat d'imprimerie). L'accompagnement de l'étude s'est conclu par le rachat d'une imprimerie de 10 personnes, que nous comptons bien développer dans les mêmes proportions que ICS. Cette croissance externe nous permet d'être très optimistes pour l'avenir des deux sites. »

Jean-Marc Marzona, gérant de l'Imprimerie Coopérative des Sucs

## ● Séminaire des outils financiers



Faisant suite aux changements intervenus lors du 1<sup>er</sup> semestre 2019 sur les outils financiers (fusion des Sofiscop, besoin de recapitalisation de Scopinvest, garantie FEI), les membres de la Direction nationale, les élus des outils financiers (Directoire et CEFR), les directeurs d'unions régionales et les correspondants des outils financiers se sont réunis

le 26 septembre 2019 afin de travailler sur la stratégie des outils financiers du Mouvement, avec un objectif de simplification et de souplesse.

### 6 axes d'évolution possibles ont été définis :

- 1 – La création d'une foncière coopérative nationale,
- 2 – La mise en place de prêts personnels pour la mise au capital des associés des coopératives,
- 3 – Les avances de trésorerie,
- 4 – La baisse des taux des prêts participatifs,
- 5 – L'amélioration de la communication des outils financiers vers les adhérents, les UR et les partenaires,
- 6 – Le financement des filiales (non coopératives) des adhérents.

Ces 6 axes, étudiés lors de la réunion des CEFR du 16 octobre 2019, feront l'objet d'une restitution lors de la Direction nationale du 30 janvier 2020 afin de définir les sujets retenus, les modalités de mise en place et un plan d'actions.



ACCOMPAGNER

# INDUSTRIE

## ● Plan industrie 2020

Le plan industrie 2020 s'est poursuivi activement tels que les chiffres ci-dessous le démontrent.

L'industrie reste le premier contributeur du Mouvement en termes de chiffre d'affaires. Les sollicitations des adhérents via les UR ont fortement progressé : 43 en 2019, contre 29 en 2018. Les demandes et attentes sont très variables : réflexion stratégique, organisation production, audit process, analyse des postes et des recrutements. Côté création, de nombreux projets ont abouti.

Le conseil d'administration de la Fédération des Scop de l'industrie s'est réuni le 3 juillet 2019 et a ébauché un plan pour relancer l'animation du réseau, et ceci en complément de l'activité du délégué à l'industrie. Début 2020, l'annuaire web sera réactivé et une enquête auprès de ses adhérents sera lancée.

## Plan industrie 2020 : enclencher une dynamique de croissance et développement

- 1 – Conduire des démarches d'analyse stratégique
- 2 – Encourager l'inter-coopération
- 3 – Pousser à l'extension des « territoires »
- 4 – Soutenir la croissance organique ou externe
- 5 – Création de nouvelles Scop

## 84 interventions en collaboration avec les 12 unions régionales



**43 accompagnements d'adhérents**  
dont 8 dans le cadre du développement/croissance



**24 Scop ont eu des échanges inter-coopératifs** lors de visites de Scop ou de salons industriels



**17 projets**  
dont 5 se sont concrétisés dès 2019

## Accompagnement à une démarche de croissance de Moulin Roty



Stéphanie Paris,  
responsable management et vie coopérative  
à l'UR Scop Ouest

Suite à une demande urgente d'un adhérent de l'UR Scop Ouest, Moulin Roty, nous avons fait appel aux compétences du délégué industrie de la CG Scop. Il s'agissait d'accompagner les Pôles Création et Achats dans l'analyse du process de création d'un produit, avec comme objectif d'aboutir à la définition de fiches de postes pour 2 recrutements importants. Grâce à sa réactivité, nous avons pu faire une proposition d'intervention très rapide, qui s'est traduite par 2 demi-journées d'accompagnement en binôme. La démarche s'est articulée autour de la construction d'une frise détaillant l'ensemble du process et mettant en évidence les points de tension ainsi que les différentes fonctions mobilisées à chaque étape. Tant les équipes que la direction de Moulin Roty nous ont fait part de leur satisfaction pour le travail réalisé, qui a abouti notamment à la définition de 3 fiches de postes correspondant à la réalité de leurs besoins actuels. >



@ Moulin Roty



ACCOMPAGNER

## FOCUS

### Accompagnement à la création de 2MI

Cédric Bonnefoy, gérant de 2MI



Nous avons eu le plaisir de prendre connaissance des services apportés par le délégué industrie de la Confédération générale des Scop, lors de sa visite. Au-delà de l'expertise et des recommandations apportées, nous avons rapidement été mis en relation avec d'autres Scop du même secteur d'activité, notamment lors du Salon de l'aéronautique du Bourget, puis aussi par une rencontre inter-coopératives du secteur automobile-aéronautique chez Aerem. »



2MI, échanges entre Gérard Cassisi et les salariés lors du démarrage de la Scop



Échange entre Cédric Bonnefoy (2MI) et Bruno Abane (Séfi)

Laurent Courbon,  
ancien consultant à l'UR Scop Aura, agence Pays d'Auvergne



Dès qu'un dossier industriel significatif se présente, un de nos réflexes est de contacter le délégué à l'industrie de la CG Scop. C'est ce qui s'est passé début 2019 avec la reprise de 2MI à Lavault-Sainte-Anne, près de Montluçon dans l'Allier.

Gérard Cassisi a ainsi pu nous faire part de son regard et de son expertise sur le secteur d'activité, le parc machines... ce qui a facilité le montage du dossier de reprise, puis il s'est rendu disponible pour visiter la Scop et rencontrer l'ensemble de l'équipe, une fois la Scop créée.

Ses visites sont toujours efficaces : le contenu des échanges, les recommandations formulées et le cas échéant les difficultés rencontrées sont inscrits dans un compte-rendu, remis conjointement à la Scop et à l'UR Scop. Les points en suspens sont suivis de manière rigoureuse, ce qui est très appréciable. »



MUTUALISER

# FORMATION ET EMPLOI



## ● Management et qualité de vie au travail

Quel impact des pratiques managériales coopératives sur la qualité de vie au travail ? Tel était l'objet du projet Fact engagé par la CG Scop avec les UR Scop Ile-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom, Grand Est et Occitanie Pôle Pyrénées, en partenariat avec l'Anact, Agence pour l'amélioration des conditions du travail. En 2018, le projet avait permis de réaliser des diagnostics dans 12 coopératives de profils diversifiés et trois réunions territoriales de restitution dans les régions concernées. Parallèlement, une enquête quantitative a été menée auprès des dirigeants de Scop et Scic avec le laboratoire Montpellier Research Management. En 2019, le projet s'est poursuivi et terminé avec la réalisation d'un rapport complet et d'une plaquette de synthèse sur les conclusions des diagnostics, la réalisation d'un outillage pour les délégués des UR Scop, dont notamment un kit de formation sur le thème « management et QVT ». 2019 a aussi été l'année de communication sur les réalisations de ce projet non seulement auprès des Scop et Scic, mais également par plusieurs articles de presse et la participation au Congrès des ergonomes à Tours en septembre 2019.

rapport complet et d'une plaquette de synthèse sur les conclusions des diagnostics, la réalisation d'un outillage pour les délégués des UR Scop, dont notamment un kit de formation sur le thème « management et QVT ». 2019 a aussi été l'année de communication sur les réalisations de ce projet non seulement auprès des Scop et Scic, mais également par plusieurs articles de presse et la participation au Congrès des ergonomes à Tours en septembre 2019.

### Les sessions de Pass 1 et 2 réalisées en région

	Pass 1		Pass 2	
	Formations associés		Formations administrateurs, cadres direction, gérants	
	sessions	stagiaires	sessions	stagiaires
Auvergne-Rhône-Alpes	2	28		
Ile-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom	5	34	2	14
Occitanie Pôle Méditerranée	7	58		
Occitanie Pôle Pyrénées	2	15		
Ouest	3	24	2	21
Paca Corse	5	42	2	17
Poitou-Charentes	2	23	2	17
Nouvelle-Aquitaine	3	23		

### Formation multisociétariat des Scic

Agnès Gaigneux, gérante d'Imaginations Fertiles



Née en 2013 à Toulouse, la Scic Imaginations Fertiles réunit 60 sociétaires, parmi lesquels les 4 fondatrices dont trois salariées, deux autres salariés, deux anciens salariés, huit entreprises résidentes et des partenaires ou membres de soutien. Nous sommes sur une dynamique de croissance et dans ce contexte, l'AG annuelle, le Comité consultatif et les quelques réunions informelles ne suffisent plus. Il

nous faut également trouver un espace pour ceux de nos sociétaires qui souhaitent s'engager davantage. C'est pourquoi j'ai souhaité suivre la formation à l'animation du multisociétariat proposée par la CG Scop. J'y ai apprécié les échanges avec les autres Scic, de même que l'animation de l'intervenante, son expérience des Scic et les outils qu'elle propose. »



Session 2019 de la formation à l'animation du multisociétariat des Scic (octobre et novembre)



### ● Formation des permanents

2019 aura été une année record par le nombre de participants à l'Université des permanents de novembre (174 sur 199 contre 160 en 2018) et au Séminaire des nouveaux permanents de septembre (25 contre 16 en 2018). Au-delà du nombre, les compétences des permanents se sont également renforcées avec des formations sur la posture du délégué, l'animation de sessions de co-développement, le droit coopératif, l'histoire et les fondements du projet coopératif, les formations de formateurs et une diversité d'autres thèmes liés au savoir-faire et savoir-être pour améliorer la qualité de l'accompagnement des coopératives et porteurs de projet.

### ● Formation des dirigeants de Scop et Scic



PORTRAIT

#### Formation DU Business Management Scop Paris-Dauphine

Fabrice Goineau, gérant d'Inserpro



Diplômé en aménagement paysager et fort d'une vingtaine d'années d'expérience professionnelle, Fabrice Goineau prend la direction en 2017 d'Inserpro, une entreprise d'insertion de 15 salariés qui œuvre dans l'aménagement paysager en Yvelines. Face aux limites du statut associatif pour participer aux appels d'offres de marchés publics, l'association décide de se transformer en Scop.

Pour accompagner cette transformation, Fabrice intègre en septembre 2018 la 8<sup>e</sup> promotion de la formation managers coopératifs proposée par Paris Dauphine et la CG Scop.

Une chance pour cet ingénieur animé par l'envie d'entreprendre. Il étoffe ainsi ses compétences en gestion, pilotage administratif et financier d'une structure, en plus des spécificités coopératives, dans un groupe diversifié composé de Scop, mais aussi de Scic, de quatre à plus de deux-cents membres. Un terreau fertile pour travailler en groupe, échanger, mutualiser. La Scop naît pendant la formation en janvier 2019.



MUTUALISER

# ANIMATION DE LA VIE COOPÉRATIVE

## ● Groupe de formation et d'échanges sur la gouvernance et le management des coopératives

L'animation de la vie coopérative est un ressort-clef de la vitalité économique des coopératives. Les délégués sont régulièrement confrontés aux besoins des sociétés coopératives dans ce domaine. Comment faire pour que la gouvernance coopérative s'incarne au quotidien ? Comment dépasser les crises de gouvernance ? Comment coconstruire et faire vivre le projet stratégique de l'entreprise ? Comment bâtir un système de management cohérent avec les valeurs coopératives ? ... En 2019, la CG Scop a décidé de renforcer significativement son action d'animation de la vie coopérative. Tout d'abord en lançant, au printemps, un groupe de formation et d'échanges sur la gouvernance et le management des coopératives, animé par Bernard Caminel, consultant spécialiste en la matière. Pendant dix-huit mois, le groupe réunit régulièrement des délégués venus de cinq unions régionales et ayant une expérience significative d'accompagnement de la vie coopérative. Ensemble, ils échangent sur leurs pratiques et confrontent leurs méthodes d'accompagnement dans une logique de montée en compétences et de mutualisation d'expériences.

## ● Délégué à la vie coopérative

Dans le prolongement de ce groupe, la CG Scop a également embauché, en septembre, un délégué à la vie coopérative, David Eloy.

Sa principale mission ? Accompagner la professionnalisation des délégués en région, en leur proposant des outils, des méthodes et des services adaptés aux sollicitations qu'ils reçoivent sur la gouvernance partagée, le management coopératif et l'animation de la dimension démocratique et participative des entreprises.

Pour identifier les besoins des unions régionales et y répondre au mieux, le délégué à la vie coopérative mène depuis son arrivée une consultation des unions régionales. Celle-ci devrait permettre, d'ici le printemps 2020, de proposer une définition partagée de la vie coopérative, de capitaliser et mutualiser les outils et les pratiques déjà mis en œuvre et d'en développer de nouveaux pour que la vie coopérative soit demain un axe majeur de la CG Scop.



## « Vie coopérative » pour la mise en place de mini Scop au sein de Comebo



Jérôme Mathieu, PDG de Comebo Industrie



Lorsque je suis arrivé en 2011, la priorité n'était pas l'animation coopérative, ce n'est qu'une fois l'entreprise redressée, avec le conseil d'administration et un consultant extérieur, que nous avons lancé une réflexion sur la vie coopérative. Nous avons défait la hiérarchie existante trop resserrée, en créant des mini Scop beaucoup plus autonomes, avec seulement des fonctions support autour. Avec ce système, nous avons vite eu une réduction de l'absentéisme, des retards et des troubles musculo-squelettiques. Nous laissons aussi de la liberté aux gens sur leurs horaires de travail. Nous avons un point de production à 8h30 et les entrées peuvent varier autour de cet horaire. Nous nous sommes inspirés d'autres Scop et nous espérons en inspirer d'autres. »



Remise du trophée Coup de cœur  
des initiatives inspirantes à Comebo  
dans la catégorie Vie coopérative  
par Serge Boureau, membre du  
Bureau de la Direction nationale  
et Youssef Achour, PDG du groupe Up



MUTUALISER

# ANIMATION ET COORDINATION RÉSEAU



**6 réunions de coordination du réseau ont réuni l'ensemble des unions régionales**

**37 délégués régionaux ont pu participer aux Journées de mutualisation**

**2 webconférences ont été proposées à l'ensemble des permanents**

## ● Coordination du réseau

Le processus de coordination du réseau permet d'assurer la planification et le suivi du plan de développement, ainsi que des projets mutualisés orchestrés par la CG Scop en lien avec les unions régionales (formation de permanents, chantier digitalisation, valorisation des adhérents, etc.).

Ce processus s'appuie notamment sur les réunions bimestrielles des directeurs d'unions régionales et de fédérations de métiers. La présence du président lors de ces réunions, ainsi que l'invitation des directeurs à 2 réunions de Direction nationale par an permet d'assurer une bonne articulation avec la gouvernance.

Outre le suivi des projets en cours, la coordination du réseau a permis la mise en place en 2019 :

- de 2 dispositifs d'appui aux Scop porteuses d'un projet de croissance : un fonds d'ingénierie qui accompagne la Scop dans la définition de sa stratégie et un dispositif de mentorat qui permet au dirigeant de bénéficier d'un transfert de compétences par un autre dirigeant expérimenté.
- des fiches-filières à destination des délégués régionaux. Ces fiches synthétisent les informations-clés sur les filières d'activité définies comme prioritaires dans le cadre du plan de développement. Deux fiches ont vu le jour en 2019 : une sur les Biocoop et une autre sur les entreprises adaptées.



Pierrick De Ronne,  
nouveau président  
du réseau Biocoop



Recruté  
comme  
responsable  
de magasin

en 2009 dans le magasin Bionacelle à Annonay (Ardèche), Pierrick De Ronne a fait grandir cette Scop qui est passée en 2019 de 3 à 22 salariés et de 1 à 3 magasins. Les premiers pas au sein du réseau Biocoop passés, Pierrick De Ronne a été élu par ses pairs à différents mandats dans des commissions régionales dès 2011 et au conseil d'administration en 2016. Il est élu en mars 2019 président de Biocoop qui regroupe 560 magasins.»

## ● Les webconférences

Dans le cadre de la dynamique d'animation du réseau, la CG Scop a inauguré un cycle de webconférences ouvertes à l'ensemble des permanents. Ces conférences viennent éclairer et analyser des thèmes d'actualités économiques, juridiques, sociétales qui touchent le contexte dans lequel se meuvent les sociétés coopératives. Les conférenciers choisis, internes ou externes au Mouvement, sont des spécialistes dans leur domaine.

L'objectif est de développer la culture générale et la capacité d'analyse des enjeux d'actualité des permanents, tout en donnant des ressources qui pourront être réinvesties dans l'accompagnement des Scop et Scic.

Deux conférences ont déjà eu lieu, l'une sur la démondialisation et l'autre sur la loi Pacte. Elles devraient se poursuivre sur un rythme mensuel.



### ● Poursuite des Journées de mutualisation

Initiée en 2018, l'organisation de Journées de mutualisation s'est poursuivie en 2019 avec 2 sessions de 2 jours chacune autour des thèmes suivants :

- **L'accompagnement de la transmission,**  
en partenariat avec l'UR Île-de-France,
- **L'accompagnement à la croissance,**  
en partenariat avec l'UR Occitanie Pôle Méditerranée.

Ces rencontres réunissent des délégués issus de toutes les unions régionales. Elles visent à développer le partage et la capitalisation des expériences et des outils entre les permanents du réseau, et plus largement à favoriser l'émergence d'un socle de savoirs partagés et d'une communauté de pratiques entre les délégués des différentes unions régionales.



Camille Haubert, consultante à l'UR Scop Bourgogne-Franche-Comté



Les Journées d'échange de pratiques sont l'occasion de rencontrer des collègues des autres régions et de confronter ses pratiques avec les leurs. Ça permet de prendre du recul et de s'enrichir mutuellement. On a la sensation d'appartenir à un réseau. »



MUTUALISER

# RÉVISION COOPÉRATIVE

## ● 2019 a traduit la volonté partagée par tous les Arescop de s'inscrire dans une logique d'amélioration des pratiques et des services rendus

L'Association du Réseau Arescop doit être garante de l'éthique de la révision coopérative, mais aussi s'assurer de l'indépendance et du professionnalisme de la révision. Dans ce cadre, le Directoire de l'ARA a travaillé tout au long de l'année sur une procédure d'évaluation des pratiques à destination de l'ensemble des Arescop.

Pour 2019, deux thématiques ont été retenues :

- Cadre de la révision
- Contenu général des rapports.

L'objectif de ces contrôles est de vérifier la bonne adéquation entre le terrain et les textes de lois. C'est un enjeu important, tant pour le cadre du maintien des agréments, que pour la qualité des prestations auprès des coopératives. Une restitution sera faite au cours du premier trimestre 2020 auprès des réviseurs coopératifs. Ce partage devrait contribuer fortement à l'enrichissement des savoir-faire, tout en sécurisant l'exercice.

## ● Impact social et révision coopérative

La loi Pacte a introduit la possibilité d'adapter ses statuts précisant une raison d'être et intégrant l'impact sociétal.

On parle d'entreprises à mission, avec un fort sentiment que certaines valeurs recherchées sont déjà écrites dans l'ADN coopératif.

Les membres du Directoire de l'ARA ont initié une démarche afin de voir ce qui existe et qui est identifié dans les items de la révision coopérative. L'objectif est de pouvoir mettre en avant les résultats, les accentuer ou les révéler lors de l'exercice de révision coopérative, et ainsi apporter des atouts aux Scop et Scic.

**1 organisme de promotion, d'organisation, de contrôle et d'éthique de la révision :  
L'ARA, « Association du réseau Arescop »**

**4 organismes de révision :**  
Arescop nationale, Arescop ICD (Île-de-France, Centre-Val de Loire), Arescop Aurev, Arescop Grand Sud



**68 réviseurs coopératifs agréés**



**1 400 révisions coopératives effectuées en 2019**



Élisabeth Allimant,  
réviseuse Arescop Grand Sud



La loi impose désormais que le réviseur soit une personne distincte du délégué référent de l'entreprise. Cela permet de jeter un œil complètement extérieur sur l'entreprise, de l'appréhender dans sa globalité, en passant en revue toutes ses fonctions. Les réviseurs bénéficient d'une certaine liberté quant à la façon dont ils choisissent de mener la révision. Personnellement, je favorise la rencontre et l'échange. Je fais parler l'équipe dirigeante des faits importants qui ont jalonné l'année et dont je vois le reflet dans les comptes. On obtient beaucoup d'informations lorsqu'on laisse ainsi les gens s'exprimer. Etre en contact direct avec les personnes et avec leurs activités, c'est aussi ce qui fait l'intérêt de l'exercice. On touche du doigt la diversité des entreprises, de leur fonctionnement et des problématiques auxquelles elles sont confrontées. »



Guillaume Queguiner,  
réviseur Arescop nationale



La révision coopérative permet de porter un regard extérieur à l'entreprise sur le respect des règles coopératives, qu'elles concernent les obligations légales comme le fonctionnement interne, afin de garantir aux salariés associés, mais aussi à l'Etat, de la bonne conduite de l'entreprise. Concrètement, il s'agit d'un audit réalisé in situ tous les ans ou tous les cinq ans selon le type de structure. En choisissant d'être révisée par un réviseur agréé Arescop, l'entreprise est assurée d'être auditee par un expert reconnu, en prise directe avec les préoccupations des coopérateurs au quotidien. »



Gilles Perrin de Bio ensemble,  
magasin de produits bio dans l'Hérault



Avoir un regard extérieur compétent et fiable sur l'entreprise éclaire les coopérateurs et conforte les décisions prises en assemblée générale. Nous avons fait le choix d'être révisés annuellement, en approfondissant chaque année une thématique spécifique. »



Julie Peyron,  
gérante et directrice de la CAE Perspectives



Pour les associés, c'est rassurant d'avoir ce contrôle externe, garantie d'une vie coopérative saine. »





MUTUALISER

# TRAITEMENT DES DONNÉES

## ● Collecte et qualité des données

La structuration des analyses de suivi du plan de développement dans un outil informatique (Qlik) s'est poursuivie tout au long de l'année avec le concours d'un expert du Mouvement intervenant en prestation afin d'automatiser l'ensemble des analyses quantitatives du Mouvement. La diffusion auprès de l'ensemble des permanents en temps réel et en ligne des analyses est prévue pour le premier semestre 2020.

La communication d'analyses régulières requiert le renforcement du processus de qualité des données mobilisant les services administratif, études et informatique confédéraux, ainsi que les unions régionales. Cette vérification collective des informations s'est intensifiée au quatrième trimestre 2019 et sera réalisée en continu à l'avenir.

Un groupe de travail s'est réuni pour la première fois le 25 octobre 2019 pour aborder la question de la digitalisation du questionnaire envoyé tous les ans aux coopératives adhérentes.

## ● Enquête Scic

Fin 2019, la CG Scop a lancé une enquête auprès de l'ensemble des Scic existantes en France afin de compléter sa base de données et d'être en mesure de produire des analyses robustes sur ces dernières.

## ● Mesure de l'impact social

Suite à un premier travail collectif sur les indicateurs d'impact social, une enquête a été lancée auprès de l'ensemble des sociétés coopératives adhérentes fin avril 2019. Au vu du faible taux de réponse obtenu (15 %), il a été décidé de s'en tenir à une communication interne des résultats lors de la Convention nationale de juillet 2019. Le travail se poursuit sur ce sujet important afin de promouvoir notamment la prise de conscience de l'impact social auprès des sociétés coopératives à un moment où chaque entreprise peut désormais afficher ouvertement son impact social et contribuer à valoriser les spécificités fondamentales des organisations de l'économie sociale et solidaire.



Présentation des résultats de l'étude sur l'impact social lors de la Convention nationale



Saprena, entreprise adaptée sous forme de Scic, en Loire-Atlantique



# SYSTÈME D'INFORMATION

## ● Nouveau système d'information du réseau

Plusieurs chantiers liés à la digitalisation ont été menés de front pour conduire à la mise sur pied d'un nouveau système d'information du réseau :

- Une nouvelle GED (Gestion électronique de documents) va permettre à l'équipe des permanents et aux adhérents de partager des documents
- Un ERP pour la gestion de l'activité des unions régionales
- Un Extranet va venir compléter les nouveaux sites internet, et proposer aux adhérents un ensemble de services comme l'abonnement à des groupes thématiques, la saisie en ligne du questionnaire, l'inscription à des événements...

Un déploiement des premières fonctionnalités a été réalisé en fin d'année 2019, mais de nouvelles briques (formations, révision, emailings, Liste ministérielle, etc.) seront implémentées tout au long de l'année 2020. Afin de respecter les valeurs et l'éthique véhiculées par le Mouvement, les fonctions principales de ce nouveau système d'information seront basées sur des outils issus du monde Open Source (Alfresco, Odoo, Drupal).

Toutes les unions régionales ont été impliquées dans la réussite de ce projet. Des ateliers et groupes de travail ont réuni des utilisateurs de chacune des unions régionales et de différents métiers (délégués, services administratifs, directeurs...) avec comme seul objectif de doter le Mouvement d'un outil informatique, moderne, performant et mutualisé pour toutes les entités.



Loïc Julien,  
directeur de l'UR Scop  
Ouest

Il devenait essentiel de pouvoir s'équiper d'une solution informatique qui englobe toutes les facettes de notre métier et nous permette de tracer et partager toutes les données liées au pilotage de nos actions. Les premières démonstrations nous ont donné à voir toute l'étendue des possibilités qu'offre l'outil. Pour reprendre les mots de Guillaume, qui au sein de l'équipe, au même titre qu'Anne-Sophie et Jérôme, ont contribué aux ateliers de conception de la solution : à notre demande et celle d'autres UR, une orientation usagers (en particulier délégues) est prévue pour début 2020 avec un écran d'atterrissement correspondant davantage à notre activité et nos préoccupations du quotidien. Cela concerne le planning de travail de la semaine, les alertes et l'accès direct à nos portefeuilles suivi, révision, développement. L'utilisateur est au cœur du projet Gide, le temps que nous allons consacrer à la formation et la prise en main de l'outil est par conséquent primordial et l'appui de la Confédération est un facteur de réussite collective. »



Izelenn Gayant, consultante junior à l'UR Scop  
Hauts-de-France, membre du GT digitalisation



J'ai intégré le groupe de travail « Digitalisation » dans le but de co-construire avec mes collègues des autres régions notre nouvel outil de gestion des coopératives (ERP). L'idée était de partir de nos besoins en interne afin d'arriver à un outil qui convienne à toutes les spécificités et facettes de nos métiers, pour offrir un accompagnement vraiment qualitatif à nos adhérents, tout en nous permettant de gagner en efficacité. Travailler avec une coopérative adhérente sur ce projet a été un vrai plus, c'est très satisfaisant de pouvoir faire appel aux compétences et savoir-faire de nos coopératives pour nous aider sur notre propre organisation et nos propres méthodes de travail au sein du réseau ! »



PROMOUVOIR

# REPRÉSENTATION

La CG Scop est présente aux sein de différentes instances de la coopération et de l'économie sociale et solidaire. Au-delà de faire entendre la voix des Scop et des Scic, cette présence se donne pour objectif de dépasser ce qui pourrait faire nos différences et de nous retrouver autour de ce qui est notre véritable force : la répartition de la valeur et le partage de la gouvernance. Nous sommes ainsi présents dans les différentes structures ci-dessous :

## Principaux mandats

### En lien avec les pouvoirs publics



#### **CESE**

mandature 2015-2020

Jacques Landriot – 1<sup>er</sup> vice-président CESE  
Séverine Saint Martin – conseillère



#### **CSC**

Jacques Landriot  
Fatima Bellaredj  
Barbara Blin Barrois (Scic)  
Personne à désigner en cours (CAE)



#### **CSESS**

Fatima Bellaredj via *Coop FR*  
Jacques Landriot via *CESE*



#### **Copiesas**

Charles-Henri Montaut  
Jacques Landriot

### Monde coopératif



#### **Coop FR**

Jacques Landriot – suppléant  
*Charles-Henri Montaut*  
Fatima Bellaredj – suppléante  
*Amélie Rafael*



#### **CECOP**

Jacques Landriot,  
Catherine Friedrich

(désaffiliation en 2020)



#### **ACI**

Jacques Landriot

#### **Crédit Coopératif**

Fatima Bellaredj  
Alain Maïssa

#### **Efin - Efin Gestion - Ides**

Georges Mandica

#### **Impact coopératif**

Jacques Landriot

### Sphère ESS



#### **ESS France**

Jacques Landriot *via Coop FR*



#### **Udes**

Jean-Pierre Azaïs – trésorier  
Fatima Bellaredj – CA



#### **Avise**

Amélie Rafael



#### **France Active Investissement**

Guy Babolat



## ● CESE



Jacques Landriot a été élu premier vice-président du CESE le 22 janvier 2019, illustrant la position particulière de la coopération au sein de la chambre représentant la société civile. Cette élection lui a permis de rejoindre le Conseil supérieur de l'ESS, en tant que représentant du CESE.

Séverine Saint Martin, membre du Bureau de la Direction nationale des Scop en charge de la communication et de la formation, a intégré le CESE en qualité de membre de la section Travail et emploi. Elle est également devenue membre de la Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques du CESE.

Jacques Landriot a été co-rapporteur de l'avis sur l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi relatif à l'énergie, offrant la possibilité d'auditionner des experts du Mouvement.

## ● Partenariats et interventions

Les équipes de la CG Scop, pour favoriser la collaboration et les actions concertées avec les partenaires des autres familles coopératives et de l'ESS, participent aux groupes de travail initiés par Coop FR, ESS France, l'Udes en matière juridique et affaires publiques, sur la communication et le sujet de l'impact social. Via Coop FR, la CG Scop est membre de plusieurs commissions du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) : affaires publiques, égalité femmes-hommes, Europe, responsabilité sociétale des entreprises. Elle est également membre de la Plateforme stratégie RSE.

Le Mouvement a été sollicité pour intervenir dans différents colloques et conférences organisés à l'extérieur, par exemple par la Coop des Communs sur les plateformes numériques, le CNEA sur le bien-être au travail, l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE) - organisme de formation de Bercy - sur la loi Pacte, Alternatives Economiques aux Journées de l'économie autrement à Dijon, l'ADEPEI sur le thème des nouvelles formes de l'économie, l'ORSE pour le forum TPE-PME de la Banque de France...

 **FOCUS**  
**Les Journées de l'économie autrement 2019 organisées par Alternatives Économiques**





PROMOUVOIR

# COMMUNICATION

## ● Refonte des sites internet

Le Service communication travaille avec l'agence Insite depuis février 2019 à la réalisation d'une « ferme à sites » avec l'ensemble des structures du réseau : unions régionales, Fédération des Scop de la communication, incubateurs et accélérateurs... Le but est d'avoir un modèle architectural modulaire composé d'un socle technique unique, des fonctionnalités mutualisées et partagées, un seul hébergement et une seule maintenance pour l'ensemble des sites internet grand public créés sous Drupal.

Un premier workshop a été organisé le 27 février pour réfléchir à l'arborescence et à l'ergonomie, à partir notamment des statistiques de consultation des sites et d'une analyse de sites externes au Mouvement. Le 28 mars, un 2<sup>e</sup> workshop a permis au GT communication de se pencher sur le parcours des utilisateurs à partir de personas en vue de la conception et du design des sites. Pendant la phase de développement des sites, un travail sur le référencement et le contenu des sites a été engagé. Les 16 octobre et 27 novembre, l'agence Insite a formé les futurs administrateurs des UR/fédé au cms Drupal, permettant d'affiner certaines fonctionnalités des futurs sites.



**20 nouveaux reportages photos**  
en région et dans tous les métiers



**10 communiqués & infos presse**



**67 retombées média**  
grâce aux actions directes de la CG Scop



**10 nouveaux témoignages vidéos**  
de start-up coopératives

**6 nouvelles vidéos**  
dans la web série Cap 70 000

**4 vidéos sur les avantages exclusifs pour les adhérents :**  
CAC, Mutuelle des Scop et des Scic, Union Sociale, Coopadev

**4 vidéos sur les Coups de cœur**

## Réseaux Sociaux



**Twitter**

12 718 abonnés : +7,1 % en 1 an



**Facebook**

8 091 fans : +11,1 % en 1 an



**LinkedIn**

4 751 abonnés : +80,4 % en 1 an



**Instagram**

607 abonnés : +99 % en 1 an



**Youtube**

947 abonnés : +20 % en 1 an

## ● Mois ESS / Rencontre débat sur la performance sociale des Scop & Scic

La Confédération générale des Scop et l'Union régionale des Scop et des Scic d'Ile-de-France Centre-Val de Loire, Dom-Tom, ont co-organisé le 21 novembre, avec le groupe Up et en partenariat avec la Mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une rencontre qui avait comme objectif d'engager le débat autour de la performance sociale et de la raison d'être des Sociétés coopératives.

En clôture de la soirée qui a réuni plus d'une centaine de participants, François Vauglin, Maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a remis le Prix de l'ESS Entreprise 2019 à la Scop La Manufacture chanson, après les interventions de Sarah El Haïry, co-présidente du groupe d'études ESS de l'Assemblée nationale, députée de la 5<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique, et Christophe Itier, Haut-commissaire à l'ESS et à l'Innovation sociale.

## ● Campagne de communication 2019

Dans le cadre de la quinzaine de la transmission-reprise, 94 spots radio ont été diffusés du 18 novembre au 3 décembre sur *France Info* pour sensibiliser les dirigeants de PME aux atouts de la transmission d'entreprise aux salariés. Un emailing a été diffusé auprès d'un fichier de 42 000 dirigeants, via le groupe la Poste, le 20 novembre et auprès d'un fichier de 11 000 experts-comptables, via le groupe Idaia, le 26 novembre. Tous renvoient vers le site [www.jetransmetsamessalaries.fr](http://www.jetransmetsamessalaries.fr) qui a fait peau neuve pour l'occasion. Une campagne d'achat de mots-clés sur Google a été mise en place parallèlement ainsi que la diffusion en 2<sup>e</sup> de couverture d'une annonce presse dans le magazine *Reprendre & Transmettre* de septembre-novembre. A noter, trois numéros de la lettre *Scop Expert* réalisée en interne ont été diffusés en février, mai et octobre auprès des experts-comptables.

**● 1<sup>ère</sup> édition  
des Coups de cœur  
des initiatives inspirantes**

Dans le cadre de sa Convention nationale des 4 et 5 juillet, la CG Scop a récompensé quatre sociétés coopératives qui se sont démarquées au cours de ces dernières années en adoptant une démarche innovante et inspirante en lien avec l'esprit coopératif dans quatre catégories : bien-être au travail, croissance, transition écologique et vie coopérative. Scot Thermoformage, Mangez Bio Isère, Ecosec et Comebo Industries ont été choisies parmi 32 dossiers de candidature au cours d'une délibération menée le 5 juin par un jury composé d'élus, d'acteurs du Mouvement Scop, de partenaires et de journalistes.



**le magazine est un bon moyen de s'informer sur le Mouvement des Scop »...**



**« Bien-être au travail »  
pour le projet Scotidéal  
de Scot Thermoformage**



Dominique Haudiquet,  
Scot Thermoformage

« Le projet Scotidéal est né d'une période de grande difficulté à l'issue de laquelle nous avons décidé de mettre en place un projet d'entreprise axé sur le bien-être au travail. Chacun a reçu un exemplaire du projet qui fait une trentaine de pages. Le bénéfice attendu était de redresser l'entreprise en travaillant sur deux leviers. Sur le plan matériel, on a investi dans des machines beaucoup plus modernes et du matériel améliorant les conditions de travail. Nous avons également beaucoup travaillé sur les relations humaines en fixant au départ des règles de respect et de confiance, et en développant un système d'information pour que tout le monde soit informé en toute transparence.»



**Spot radio diffusé en novembre/  
décembre**

Viviane Borne,  
fondatrice et ancienne dirigeante de Calligée :  
« Si les salariés sont motivés, si on est content d'eux, il n'y a aucune raison de ne pas céder aux salariés. La Scop, ça redynamise et ça motive tout le monde. Le fait que les salariés soient ensemble et partie prenante de l'entreprise, développe la rentabilité de l'entreprise parce que chacun est responsable de son travail. À la fin de l'année, les résultats, c'est pour eux. Chef d'entreprise, et si vous cédez à vos salariés Visitez le site [jetransmetsamessalaries.fr.](http://jetransmetsamessalaries.fr) »



# INSTANCES POLITIQUES



11 réunions  
du Bureau de la  
Direction nationale

3 réunions  
de la Direction  
nationale

6 réunions  
de Coordination  
du réseau

1 Convention  
nationale



## ● Convention nationale

La Convention nationale réunie les 4 et 5 juillet à la Maison de l'Amérique latine à Paris a été très intense.

La rencontre a été l'occasion de faire le point sur le développement du Mouvement en vue du Cap#70000 en offrant une synthèse du séminaire sur le bilan de mi-mandat et une ouverture sur les actions à déployer en Saison 2, notamment au travers des ateliers sur le développement de la dimension commerciale, du sentiment d'appartenance

des nouvelles coopératives, de l'inter-coopération entre coopératives et la valorisation des atouts coopératifs pour attirer talents et projets.

La restitution des travaux et actions en cours au sein du Mouvement, sur la digitalisation, la mesure de l'impact social, les Scic ou les outils financiers ont complété ce panorama sur le développement.

De nombreux temps forts ont aussi ponctué ces deux journées. Christophe Itier, Haut-commissaire à l'ESS et à l'Innovation sociale est venu présenter ses actions en faveur de la croissance de l'ESS. Il a ensuite ouvert la séance d'attribution des Coups de cœur des initiatives inspirantes. Six dirigeants sont également venus témoigner de la belle réussite de leur Scop ou Scic. Enfin, la Convention nationale a adopté un vote de principe sur la constitution d'une Fédération des CAE.



COUPS DE COEUR  
DES INITIATIVES  
INSPIRANTES 2019

Les quatre trophées des Coups de cœur des initiatives inspirantes ont été décernés par des jurys indépendants composés de membres du Mouvement Scop et de personnalités qualifiées : institutionnels comme **Yann Joseau**, conseiller auprès du Haut-commissaire à l'Économie sociale

et solidaire et à l'Innovation sociale, journalistes comme **Camille Dorival** (Alternatives Économiques), **Nathalie Tran** (Liaisons Sociales), **Lionel Favrot** (Mag2 Lyon) et **Concepcion Alvarez** (Novethic), chercheurs comme **Sébastien Duizabo**, directeur de la formation continue de l'Université Paris Dauphine, partenaires comme **Marie-José Battle** (Apec), **Danielle Desguées** (BGE PaRIF) ; **Jacques Garau** (CMA France), acteurs comme **Claude Herrmann** (la Fabrique Spinoza), **Thierry Salomon** (NégaWatt), et **Intissar Bouftaïm** (Ticket for Change).



## ● Développement

Dans la continuité de l'objectif du #Cap70000, le Bureau et la Direction nationale, ont validé de nouveaux dispositifs financiers de soutien et incitatifs (fonds d'ingénierie, mentorat...). Réunis en séminaire autour du bilan de mandat, les élus et les directeurs ont également pu constater la progression du développement, échanger et partager sur les atouts spécifiques de chaque UR, identifier les voies d'amélioration à mettre en œuvre et les soutiens attendus jusqu'au Congrès.



Séminaire de la Direction nationale

## ● Plaidoyer

En soutien au développement des coopératives, le plaidoyer a également occupé une place importante dans les discussions, permettant à la CG Scop de porter auprès de l'administration et des représentants politiques, les propositions de mesures validées collectivement. La CG Scop a ainsi transmis la contribution collective du Mouvement au Grand débat national réalisée à partir des contributions de plus de 350 coopérateurs recueillies lors d'initiatives organisées sur l'ensemble du territoire.

The image shows the front cover of a magazine titled 'les Scop'. The title is at the top left in a red oval. Below it, the subtitle 'SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES' is written in smaller letters. The main title 'Contribution collective du Mouvement des Scop et Scic au Grand débat national' is centered above a photograph of several people in what appears to be an office or workshop environment. At the bottom right of the cover, there is a small logo for 'le scic'.

## ● Mutualisation

Les instances ont par ailleurs donné les impulsions nécessaires pour renforcer la mutualisation au sein du réseau. Leurs décisions ont ainsi permis de voir se concrétiser le chantier digitalisation initié en 2018 et plébiscité tant par les adhérents que par les élus et les permanents. Parmi les autres initiatives à poursuivre en 2020, les journées mutualisation inter-UR ou l'élaboration d'un référentiel métiers participeront à la consolidation du réseau.

## ● Visibilité extérieure

Sur le plan externe, une plus grande visibilité du Mouvement a été recherchée, se traduisant par la multiplication des échanges et des interventions des représentants du Mouvement avec les partenaires de l'ESS, mais aussi en dehors. Une réunion de Direction nationale a ainsi été organisée au Conseil économique, social et environnemental.



COUP DE PROJECTEUR  
sur les femmes  
du Mouvement à  
l'occasion de la Journée  
internationale des droits  
des femmes le 8 mars.

## Membres du Bureau de la Direction nationale



**Jacques Landriot,**  
président



**Guy Babolat,**  
1<sup>er</sup> vice-président en charge  
du plan de développement  
et de l'animation du réseau



**Charles-Henri Montaut,**  
vice-président en charge  
du lobbying



**Amélie Rafael,**  
vice-présidente en charge  
de la recherche et  
développement



**Alain Maïssa,**  
trésorier en charge des  
ressources et des outils  
financiers



**Serge Boureau,**  
secrétaire en charge  
de la vie coopérative



**Séverine Saint Martin,**  
membre en charge  
de la communication  
et de la formation



## Membres de la Direction nationale

### Président

Jacques Landriot, Groupe Up

### UR Auvergne-Rhône-Alpes

Laurence Ruffin, Alma  
Cyril Zorman, Probesys (depuis septembre)  
Guy Babolat, Veyret Techniques Découpe  
Jérémie Jacquot, Euclid ingénierie

### UR Bourgogne Franche-Comté

Philippe Caseiro, Cadoles  
Sylvain Montaron, TT Géomètres experts  
Marie-Noëlle Leboucher, Groupe Demain

### UR Grand Est

Hervé Mareschal, STP Mader  
Françoise Boissière, ReFormE  
Stéphane Bossuet, Artenréel

### UR Hauts-de-France

Pierre Thomas, Instep  
Patrick Lenancker, Arpège  
Amélie Rafael, Syndex

### UR Ile-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom

Jean-Marc Morandi, Scoping  
Isabelle Jousselin, Oonops  
Charles-Henri Montaut, UTB *puis*,  
Hélène Salaün, Reprotechnique (depuis septembre)

### UR Nouvelle Aquitaine

Fernando Almeida, Steco  
Didier Bayle, l'Atelier du vitrail  
Stéphane Montuzet, Interstices  
Simon Couteau, ECF CERCA  
Bruno Fontan, Aquabio  
Jean-Marie Thibaud, SOPCZ *puis*,  
Bruno Nouailler, Dies-Elec 87 (depuis mars)

### UR Occitanie

Xavier Châtellier, Passerelles  
Rémi Roux, Ethiquable  
Jean-Luc Candelon, Scopelec  
Séverine Saint-Martin, Fondespierre

### UR Ouest

Serge Boureau, Macoretz  
Isabelle Amauger, Elan Créateur  
Jean-Stéphane Pierre, Hisa

### UR Paca Corse

Alain Maïssa, Sigec  
Colette Bellet, Adrep *puis*,  
Isabelle Wennekers, Tétraccord (depuis septembre)  
Jean-Pierre Modica, ATEM

### Fédération des Scop du BTP

Charles-Henri Montaut, UTB

### Fédération des Scop de l'industrie

Jacques de Heere, ACOME

### Fédération des Scop de la communication

Bernard Fautrez, Résonance

### Socoden

Georges Mandica, Cogeci

### Union Sociale des Scop et des Scic

Odile Clément, SOPCZ



## Direction des outils financiers

### Directoire de Socoden

#### Président

Georges Mandica, [Cogeci](#)  
Auvergne-Rhône-Alpes

Bruno Deroin, [UTB](#)  
Île-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom

Marie-Josée Daubigeon, [Coop'alpha](#)  
Aquitaine

### Directoire de Sofiscop

#### Président

Rija Rakotoarivony, [Groupe Up](#)  
Île-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom

Jean-Pierre Ducol, [Regain](#)  
Poitou-Charentes

Camille Dorival  
[Alternatives Économiques](#)  
Bourgogne Franche-Comté

Stéphanie Raymond, [UR Scop Paca](#)

Michel Rohart, [UR Scop Aura](#)

### Conseil d'administration de Scopinvest

#### Président

Jean-Pierre Ducol, [Regain](#)  
Poitou-Charentes

Georges Mandica  
Auvergne-Rhône-Alpes  
Représentant de Socoden

Alain Maïssa  
Paca Corse, membre du  
Bureau de la DN, trésorier en  
charge des ressources et des  
outils financiers  
Représentant de la CG Scop

Pascal Trideau, représentant  
d'ESFIN Participations

Alexis Fuzier, ESFIN Gestion

Antoine Vedrenne, ESFIN Gestion

### Conseil de surveillance de Socoden

#### Président

Alain Maïssa, [Sigec](#)  
Paca Corse

### Conseil de surveillance de Sofiscop

#### Président

Guy Babolat, [Veyret Techniques Découpe](#)  
Auvergne-Rhône-Alpes



## Membres de la Commission de contrôle

### — Président

Michel Bellet, [ACOME](#)  
Île-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom

### — Olivier Laviollette, [Syndex](#)

Île-de-France, Centre-Val de Loire, Dom-Tom

### — Christian Simon, [Instep formation](#)

Hauts-de-France

### — Maurice Stellati, [CNE](#)

Auvergne-Rhône-Alpes

## Membres de la Commission d'arbitrage

### — Président

Jean-Pierre Azaïs, [Orque](#)  
Aquitaine/Occitanie pôle Pyrénées

### — Emeline Berlem, [Coopenates](#) Est

Marie-France Deveau, [ECF](#)  
Poitou-Charentes

### — Georges Lafarguette, [Espace Bio](#) Nord/Est

Gilbert Neumann, [ATEM](#)  
Paca, Auvergne-Rhône-Alpes,  
Occitanie Pôle Méditerranée

### — Jean-François Uhl, [Procobat](#) Auvergne-Rhône-Alpes



# ORGANIGRAMME DE LA CG SCOP

au 20/01/2020



Séminaire d'équipe au Familistère de Guise, en juillet

Jacques LANDRIOT  
**Président**

Nelly PETIBON  
**Assistance de direction / Instances**

Fatima BELLAREDJ  
**Déléguée générale**

## Service administratif & Exploitation

Christophe GENTREAU

**Comptabilité**  
->Marie-Adélaïde PIERRE

**Cotisations**  
->Fatima ARRAS

**Liste ministère**  
->Hafida RAMDANE  
->Antoine BAHU

**Accueil**  
->François BOURDEREAU

## Pôle Développement

**Communication**  
Corinne LEFAUCHEUX

- >Solène CHARTIER
- >Selda NUSBAUMER

**CAE**  
Anne-Claire PIGNAL

**Études / Europe / Partenariats**  
Catherine FRIEDRICH

- >Alamanda CRESTANI-BERTIN

## Services Appui

**Outils Financiers**  
Thierry PERRIN

- >Jérôme JUBIN
- >Mitantsoa RAKOTONIAINA

**Juridique**  
Marie CARUANA

- >Raphaël DHONT
- >Louis LAPORTE

## Pôle services mutualisés

**Coordination Industrie / Révision**  
Gérard CASSISI

- >Fabrice GELIN

**Systèmes d'information**  
Hervé SILVANT

**Formation / Emploi**  
En cours de recrutement

**Animation de la Vie Coopérative**  
David ELOY

**Rédaction**  
CG Scop

**Conception et mise en page**  
Service communication  
CG Scop / Scop Otempora

**Crédits photos**  
Jean-Robert Dantou (p. 2)  
Stéphanie Bardes (p. 8, p. 9, p. 23, p. 25,  
p. 30, p. 36)  
Stéphanie Tétu - La Company  
(couverture, p. 4, p. 19, p. 30)

**Impression**  
Reprotochrome

Avec le soutien des partenaires



RETRouvez les Vidéos des Lauréats  
des Coups de Cœur 2019  
sur la chaîne YouTube Les Scop



 COUPS DE COEUR  
DES INITIATIVES  
INSPIRANTES



CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SCOP  
30, rue des Épinettes 75017 Paris • tél. : 01 44 85 47 00 • [les-scop@scop.coop](mailto:les-scop@scop.coop)  
[les-scop.coop](http://les-scop.coop)

